



# UNRISD

United Nations Research Institute for Social Development

## **Le Processus d'appauvrissement des Classes Moyennes en Haïti et ses Conséquences Economiques et Sociales**

*Alrich Nicolas  
Université d'Etat d'Haïti  
Haïti*

Draft paper prepared for the UNRISD Conference

**Overcoming Inequalities in a Fractured World:  
Between Elite Power and Social Mobilization**

8–9 November 2018, Geneva, Switzerland

The United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) is an autonomous research institute within the UN system that undertakes multidisciplinary research and policy analysis on the social dimensions of contemporary development issues. Through our work we aim to ensure that social equity, inclusion and justice are central to development thinking, policy and practice.

UNRISD ▪ Palais des Nations ▪ 1211 Geneva 10 ▪ Switzerland  
Info.unrisd@un.org ▪ [www.unrisd.org](http://www.unrisd.org)

Copyright © United Nations Research Institute for Social Development

This is not a formal UNRISD publication. The responsibility for opinions expressed in signed studies rests solely with their author(s), and availability on the UNRISD website ([www.unrisd.org](http://www.unrisd.org)) does not constitute an endorsement by UNRISD of the opinions expressed in them. No publication or distribution of these papers is permitted without the prior authorization of the author(s), except for personal use.

## Abstract

Le mouvement social en Haïti pâtit depuis plusieurs décennies de l'absence d'un acteur majeur, les classes moyennes, dont l'appauvrissement et le déclin sont en train de donner naissance à d'importantes mutations sociales, économiques et politiques dans ce pays. L'action combinée des politiques néolibérales appliquées en Haïti et la récurrence des catastrophes naturelles ont conduit à la décapitalisation et à l'appauvrissement des classes moyennes. Le déclin des classes moyennes a facilité l'accès des élites économiques au contrôle des institutions étatiques. Ceci a contribué à délégitimer l'Etat aux yeux des populations, à réduire considérablement l'influence des classes moyennes dans la définition de politiques publiques et à faire reculer le mouvement social.

## Keywords

Classe moyenne; perte de légitimité de l'Etat; recul du mouvement social

## Bio

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université d'Etat d'Haïti, Directeur du CHERIES (Centre Haïtien d'Etudes et de Recherches Internationales. Economiques et Sociales). Intérêt de recherche: Protection sociale, Transformations socio-économique, Commerce international et Intégration régionale.

## Introduction

Le mouvement social en Haïti pâtit depuis plusieurs décennies de l'absence d'un acteur majeur, les classes moyennes, dont l'appauvrissement et le déclin sont en train de donner naissance à d'importantes mutations sociales, économiques et politiques dans ce pays. La décapitalisation et le déclassement social dont les classes moyennes en Haïti souffrent aujourd'hui remettent en cause six décennies de luttes sociales et politiques et ferment une ère ouverte dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1946, et caractérisée par la formulation d'un double projet de mobilité des couches moyennes de la population et de modernisation économique du pays. En effet, les élites de classes moyennes étaient parties à la conquête du pouvoir politique en investissant la bureaucratie sous contrôle de la bourgeoisie, en promouvant l'émergence d'une nouvelle classe se déclarant plus proche des couches populaires et en se posant comme l'arbitre des mécanismes de distribution et de redistribution des positions de rente et des exemptions fiscales et douanières.

Le mouvement démocratique enclenché avant 1986 et après la chute de la dictature des Duvalier a été nourri des revendications sociales, politiques et économiques des couches populaires mais aussi des projets de réforme issus des couches moyennes et visant à changer l'Etat de manière à le rendre plus efficace. Cependant, au cours de la dernière décennie, les secteurs porteurs de ces projets ont été laminés à un point tel que la dominance des élites économiques, libérées des pressions exercées jadis par des classes moyennes devenues totalement affaiblies, s'étend ouvertement et sans médiation aucune aux institutions étatiques, les vidant de leur substance institutionnelle et provoquant le recul du processus démocratique.

Mais si les manifestations du processus d'appauvrissement et de déclin des classes moyennes sont de plus en plus évidentes, la recherche en sciences sociales en Haïti ne s'est pas vraiment penchée sur ce phénomène afin d'en déceler les causes profondes et les dynamiques (sociales, politiques et économiques) qui le sous-tendent. La recherche contemporaine s'est très peu intéressée aux classes moyennes alors que ces dernières ont bénéficié dans le passé d'un vif intérêt de la part des sociologues et des anthropologues. Signalons tout d'abord les études consacrées par l'anthropologie américaine sur la formation sociale haïtienne (Leybrun 1941, Lobb 1940) qui s'attachent à analyser les conséquences de l'héritage colonial sur le système de stratification sociale en Haïti. Pour Leybrun, la société haïtienne serait marquée par une structure institutionnelle rigide, formée de deux segments, l'élite et les masses. Cette structure ne laisserait aucune place à la mobilité, la société haïtienne serait figée et ne ferait que reproduire les castes héritées de la situation coloniale. Lobb situe les classes moyennes entre un *upper class* et les classes ouvrières. Pour lui, l'héritage social des rapports coloniaux se manifeste, comme chez Leybrun, en la présence de castes, mais contrairement à cet auteur, il anticipe un certain déplacement du système des castes vers une société de classe.

Le texte de Maurice de Young, « Class Parameters in Haitian Society (1959) introduit dans le débat sur la stratification sociale en Haïti de nouvelles perspectives. Au lieu d'opposer les concepts de castes et de classes dans l'analyse de la structure sociale, de Young les combine pour caractériser par exemple un *upper class* dont les pratiques rentières reflètent une accumulation de richesses foncières héritées de plusieurs générations et qui structurent la position de classe. De Young distingue d'un côté cette classe bourgeoise qui vit de son patrimoine foncier et s'intègre très peu à la vie communautaire et de l'autre une masse défavorisée, vagabonde, constituée de migrants agricoles, de travailleurs saisonniers installés

dans les villes et qui représentent la grande majorité de la population. Pour de Young il est toutefois difficile de situer et de décrire la classe moyenne haïtienne parce qu'au moment où il entreprenait son étude elle représentait d'après lui un groupe qui émergeait à peine<sup>1</sup>. Les enquêtes menées auprès des personnes dont le statut économique paraissait indiquer qu'elles pouvaient appartenir aux couches moyennes de la population ont révélé des modes d'auto-identification contrastés. 30% de ces personnes s'identifiaient à l'*upper class* et 20% aux couches défavorisées. Parmi ceux qui ont affirmé leur appartenance à la classe moyenne, de Young a retrouvé surtout des écrivains et des professeurs d'école, un fait qui contrasterait avec la réalité dans les pays latino-américains où l'appartenance à cette classe reposerait selon lui sur des critères matériels tels que la propriété.

L'analyse des classes sociales en Haïti a été pour les penseurs haïtiens un terrain propice aux luttes idéologiques et un instrument de luttes de positionnement social de la part des intellectuels de la classe moyenne. On recense un grand nombre de travaux consacrés à cette thématique, certains épousant les formes d'un discours doctrinaire comme le texte de Duvalier et Denis (1965) sur « Le Problème des classes à travers l'Histoire d'Haïti », texte central du Mouvement Les Griots pour qui les classes moyennes noires devaient conquérir l'hégémonie politique et sociale afin de faire pendant à la domination de la bourgeoisie mulâtre.

Dans son livre, *La Vocation de l'Elite* (1919), écrit dans le contexte de l'occupation américaine d'Haïti (1915-1934), Price Mars revient sur les filiations entre la société haïtienne et la société coloniale non pas dans la seule intention d'analyser la prégnance de l'héritage colonial dans le développement du système de stratification sociale mais pour opposer les élites aux masses populaires. Pour Price Mars, l'Elite telle qu'il la définit a la vocation de façonner le présent et le futur du pays mais aussi de mettre fin à la fracture sociale qui existe entre elle et les masses et qui fait qu'évoluent en Haïti « deux nations dans la nation, chacune ayant ses intérêts, ses tendances et ses fins propres (Price Mars 1919: 98).

D'autres travaux tels que ceux réalisés par Sylvain-Bouchereau (1951) situent la classe moyenne entre une classe ouvrière urbaine composée d'artisans, d'ouvriers, d'employés de maison et de petits commerçants et l'élite qui intègre des professionnels bien situés économiquement et socialement tels que les médecins, avocats et ingénieurs. Les classes moyennes seraient le produit d'un processus de déclassement de personnes ayant appartenu à l'élite ou de mobilité de membres issus de la classe ouvrière. Dans la perspective d'une connaissance empirique de la classe moyenne, les auteurs Jeanne et Suzanne Comhaire-Sylvain (1959) ont tenté de la cerner à partir d'un ensemble d'indicateurs tels que l'habitat, l'éducation et le revenu.

Alors que les travaux cités plus haut appartiennent à des courants plutôt orthodoxes de la sociologie ou de l'anthropologie des classes moyennes, les approches plutôt hétérodoxes de la classe moyenne haïtienne ont émergé à partir des années 70 avec la volonté chez certains chercheurs d'analyser plus profondément la formation sociale haïtienne. Ces travaux s'inscrivaient aussi dans un effort de transformation de la réalité sociale dans un contexte de

---

<sup>1</sup> Les sociologues et anthropologues américains qui ont travaillé sur Haïti dans les années 40-50 tels Leybrun (1941) font remonter l'émergence de classes moyennes à la période de l'occupation américaine du pays. Cette occupation a plutôt révélé l'existence d'une classe moyenne urbaine porteuse d'un discours nationaliste et dont l'origine remonte au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il faut reconnaître toutefois que la conjoncture de l'après-guerre en Haïti a facilité le développement, particulièrement en milieu urbain, des couches moyennes de la population.

consolidation du régime dictatorial des Duvalier. On peut citer en exemple le livre de Manigat/Moise/Ollivier, « Haïti : Quel développement » (1975) ou le concept de classe moyenne est rejetée au profit de la petite-bourgeoisie. Manigat/Moise/Ollivier distinguent deux grands groupes dans la petite-bourgeoisie urbaine : une frange opprimée, besogneuse, composée de petits fonctionnaires, de petits détaillants, d'artisans et de couches semi-prolétariées des villes et une frange privilégiée regroupant au haut de l'échelle les professionnels prospères tels les médecins, les avocats, les ingénieurs, les intellectuels, les cadres de la haute fonction publique, les employés supérieurs des entreprises privées, les petits commerçants et entrepreneurs florissants, les officiers de l'armée et les membres des divers clergés. La petite bourgeoisie opprimée est, selon les auteurs, très sensible aux fluctuations de la conjoncture économique et politique, elle est porteuse de doléances proches des couches populaires, ce qui explique son engagement pour la transformation sociale et sa participation active aux mouvements sociaux comme il a été le cas en 1946 et dans la conjoncture qui a conduit à l'avènement au pouvoir de Duvalier en 1957.

La revue de la littérature a montré comment la tâche de définir les classes moyennes est une entreprise particulièrement difficile à cause de la grande hétérogénéité qui caractérise cette catégorie sociale mais surtout à cause des pièges inhérents à l'exercice. Mentionnons à la suite de Franco/Hopenhayn/Leon (2011) les problèmes liés à la pluralité des définitions, la nécessité de combiner les dimensions objectives et subjectives de la réalité des classes moyennes, les questions «*d'amalgamation* » et celles relatives à l'appréciation des frontières entre les différentes franges de cette catégorie sociale.

Cette étude s'interroge sur les causes de l'affaissement des classes moyennes et ses conséquences sur la dynamique sociale et économique qui avait été enclenchée à la chute de la dictature des Duvalier. Elle est structurée de la façon suivante. Dans un premier temps, nous ferons un rappel historique du positionnement des classes moyennes sur l'échiquier politique, économique en Haïti ainsi que de leurs stratégies d'inscription dans la dynamique de stratification sociale. Dans un deuxième temps, nous aborderons la situation des classes moyennes haïtiennes au cours de la période contemporaine. Cette période prolonge des tendances lourdes de l'évolution de ce groupe social depuis l'indépendance du pays en 1804. Dans un troisième temps, nous essayerons, à partir d'une enquête qualitative menée auprès de ménages de la classe moyenne, de les caractériser, de les situer dans le système de stratification sociale, d'évaluer leur résilience. Il s'agira non seulement d'appréhender les causes objectives de l'affaissement des classes moyennes mais aussi de saisir les positions subjectives de cette catégorie sociale ainsi que d'explorer la dimension symbolique de son positionnement sur l'échiquier social et économique.

## L'émergence d'une classe moyenne moderne: un projet jamais achevé

La recherche sur les classes moyennes et leurs caractéristiques statistiques connaît dans les pays en développement ou en situation d'émergence un grand essor<sup>2</sup>. Deux principales approches

---

<sup>2</sup> Voir à ce propos pour les pays africains, l'étude publiée par la Banque Africaine de Développement «*The middle of the pyramid: dynamics of the African Middle Class* » (2011) qui caractérise l'essor des classes moyennes par la présence future sur le continent d'environ 300 millions de consommateurs dont le revenu en parité de pouvoir d'achat se situerait autour de 2 à 20 dollars par jour. L'étude différencie entre une frange supérieure disposant en parité de pouvoir d'achat de 10 à 20 dollars par jour, une frange intermédiaire avec un revenu situé entre 2 et 10 dollars par jour et une frange dite flottante qui disposerait d'un revenu de 2 à 4 dollars. L'étude prévoit qu'on

dominant cette recherche: l'approche basée sur le revenu<sup>3</sup> qui sert de marqueur d'identification de la classe moyenne et l'approche dite marketing qui s'attache à étudier les facteurs qui déterminent les comportements de consommation des ménages de la classe moyenne et aident à partir de l'analyse de ces comportements à identifier les perspectives de croissance économique et d'évolution de la demande<sup>4</sup>.

Mais l'étude des classes moyennes s'avère aussi intéressante pour le champ politique en ce sens qu'elle permet de détecter le niveau de leur influence sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ainsi que sur l'impact qu'ont ces politiques sur les conditions de vie et stratégies de positionnement de ces catégories dans le système de stratification sociale. Cette préoccupation est liée aux questions relatives à la stabilité d'un pays, à sa cohésion sociale et aux attributs qu'on prête généralement au développement des classes moyennes, à savoir leur contribution à la croissance, à la stabilité économique, à la confiance en une mobilité sociale ascendante, à l'extension de la demande de consommation et à la mise en place de système de protection sociale. Alors que la recherche actuelle sur les classes moyennes met beaucoup l'accent sur les contributions attendues de ces catégories sociales dans des pays qui rêvent d'être émergents, l'exemple haïtien montre une autre tendance, celle de l'affaissement des classes moyennes et l'accumulation d'un retard difficilement rattrapable sur le niveau de vie compatible avec la poursuite d'objectif de croissance et de développement durable.

Le cas haïtien montre des spécificités qui font de lui un paradigme à étudier en vue de comprendre le faisceau de facteurs qui peuvent handicaper l'émergence et le développement de classes moyennes modernes et dynamiques et les faire basculer dans le déclassement au lieu de contribuer à leur consolidation ou à les hisser vers des tranches supérieures de la stratification sociale. Les constats faits par la littérature sur l'essor des classes moyennes en Afrique ou en Amérique Latine, à savoir l'existence dans les villes de temples de la consommation (les *shopping center*) très fréquentés par les représentants des couches moyennes, l'explosion du marché immobilier dans certaines métropoles africaines et latino-américaines, l'augmentation du volume de vente de certains produits comme les automobiles, la diffusion de pratiques de consommation mimétiques relèvent en Haïti de pratiques circonscrites à une très faible frange des classes moyennes. Toutefois, il faut signaler que ce mode de vie est trouvé très attractif par les jeunes issus des classes moyennes et même des couches populaires. La culture des marques commerciales et la connaissance des artefacts de la société de consommation globalisée exercent sur cette frange de la population une grande fascination même si son faible pouvoir d'achat ne lui donne pas la possibilité de la matérialiser.

## Dessiner le portrait statistique des classes moyennes haïtiennes

Il est difficile de dresser un portrait statistique des classes moyennes haïtiennes. Il n'existe pas en Haïti à l'instar des pays latino-américains et de certains pays caribéens de données de panel

---

assistera à l'avenir à une très forte progression de ce dernier groupe et à une augmentation exponentielle de la consommation à laquelle doivent se préparer les grandes chaînes de distribution. Ces prévisions optimistes sont corroborées par une étude du Boston Consulting Group (016) : « *Africa Consumer Sentiment Survey 2016. The Promise of New Market* »

<sup>3</sup> Voir les travaux de Ravallion (2009), Easterly (2001), Banerjee et Duflo (2008). Pour l'Amérique Latine, le critère d'appartenance aux couches moyennes retenu par l'OCDE et la CEPAL est un revenu situé entre 50 et 150% du revenu médian.

<sup>4</sup> Cette recherche s'applique à explorer, sur la base d'enquêtes de ménages, les opportunités que l'augmentation considérable du nombre de consommateurs des classes moyennes peut offrir aux grandes chaînes de distribution et au développement de secteurs comme les banques et les télécommunications. Voir à ce propos les études de la Banque Africaine de Développement (2011) et du Boston Consulting Group (2016) déjà citées.

permettant de déterminer les indicateurs du potentiel de mobilité ou de l'indice de résilience des couches moyennes. Les travaux conduits par Ravallion (2009), Birdsall (2010), Banerjee et Duflo (2008) par exemple n'ont pas trouvé d'échos dans la recherche haïtienne. Les données suivantes permettent cependant de se renseigner sur le profil statistique des classes moyennes en Haïti. Le pays affiche un coefficient de Gini de 0,61, ce qui indique une répartition très inégale des revenus. 1% de la tranche supérieure de la population dispose d'un budget 50 fois supérieurs à celui des 10 pourcent de la tranche inférieure de la population (ONPES/Banque Mondiale/MPCE 2014 : 53). Cela indique pourquoi Haïti est le pays le plus inégalitaire d'Amérique Latine et l'un des plus inégalitaires au monde.

Ces données sont à mettre en perspective avec les statistiques sur la pauvreté. Haïti accuse un taux de pauvreté de 58,5% et un seuil de pauvreté modérée de 81,7 HTG<sup>5</sup> par jour par tête (soit 1.98\$/jour en PPA de 2012). Le taux de pauvreté extrême est de 23,8% et le seuil de pauvreté extrême de 41,6HTG/jour (soit l'équivalent de 1.00\$/jour en PPA de 2012). Seulement 2% de la population consomme l'équivalent d'au moins 10 \$/jour (ONPES/Banque Mondiale/MPCE, 2014). Ce seuil de revenu est généralement retenu en Amérique Latine pour identifier l'appartenance à la classe moyenne. Un tel profil statistique indique que la taille de la classe moyenne est modeste en termes de revenu.

## Les classes moyennes haïtiennes: une évolution paradoxale

Haïti présente la spécificité et le paradoxe d'avoir 'les catégories moyennes les plus vieilles de l'Amérique Latine et des Caraïbes sans qu'elles aient pu se consolider durant la longue existence de l'Etat haïtien. Ce paradoxe a un fondement historique qui explique la trajectoire particulière prise par les catégories moyennes dans ce pays. Il s'explique aussi par la nature des régimes de croissance et des politiques économiques adoptées le long de son histoire.

En effet dès l'indépendance du pays, une opposition s'est développée entre une haute classe moyenne, héritière des affranchis et des généraux de l'armée bénéficiaires de dotations de patrimoine importantes d'une part et d'autre part des segments de classe moyenne (encore embryonnaire) qui se sont constitués après l'indépendance et qui agitent depuis lors les questions liées au déni de reconnaissance exercé par la bourgeoisie et les représentants de cette haute classe moyenne.

Concernant les choix économiques, l'économiste Fritz Jean (2014) a montré comment l'adoption d'un régime économique basé sur la captation de la rente agraire a contribué jusqu'à nos jours à façonner un Etat foncièrement prédateur et à faciliter l'émergence d'une élite économique oisive et incapable d'assurer la reproduction des citoyens et l'émergence d'une masse critique de consommateurs avec des revenus au-dessus du seuil de pauvreté. Jean dénonce la centralisation des fenêtres d'opportunités autour de réseaux de famille et la limitation des forces créatrices et des potentialités. Les soubresauts de ce régime rentier, en lien avec l'évolution des prix des produits d'exportation sur le marché mondial, ont déterminé l'évolution de la stratification sociale et le positionnement des classes moyennes.

---

<sup>5</sup> HGT : la monnaie haïtienne : le taux de change actuel est d'environ 72 gourdes pour 1 US dollar.

## Le long combat des classes moyennes pour l'affirmation: une histoire mouvementée

Deux grands moments ont marqué l'évolution des classes moyennes en Haïti dans leur opposition à la bourgeoisie. A chaque fois, la montée des classes moyennes a été accompagnée d'une contestation générale dont le fer de lance ont été les couches populaires issues soit de la paysannerie, comme en 1843 soit des milieux populaires urbains, comme en 1946 et en 1986.

Le premier de ces grands mouvements remonte aux révoltes déclenchées par la paysannerie contre la présidence de Boyer (1818-1843). Elles déboucheront plus tard, avec la récupération qu'en ont faite des représentants de la bourgeoisie et des classes moyennes mais surtout de l'oligarchie terrienne du Sud et de l'Ouest, à l'émergence en Haïti des premiers projets de nature libérale et du mouvement nationaliste. Les propositions de réforme qui vont être formulées par les libéraux représentent en effet une vraie rupture, du moins au sein du parlement, avec les traditions autoritaires et la présence prépondérante des militaires dans la politique. Le projet libéral prône la moralisation de la vie publique, l'assainissement des finances et une réforme monétaire qui viendrait mettre fin au pouvoir exorbitant des spéculateurs et créanciers de l'Etat. Bien que les libéraux aient attiré dans leur camp des segments importants de l'élite intellectuelle du pays, leur clientèle était recrutée surtout parmi les milieux d'affaires, les commerçants et les professionnels (Auguste 2009 ; Nicolas 2014).

De l'autre côté du spectre politique, le Parti national, surtout dominé par les représentants de la classe moyenne, l'oligarchie terrienne et les militaires, faisait de sa lutte contre le déni de reconnaissance des couches populaires un instrument de conquête du pouvoir, défendait le principe d'une redistribution des terres aux paysans et se présentait comme le digne représentant du peuple. Il est à remarquer que cette opposition entre les libéraux et les nationaux, reflètent deux grandes tendances des luttes politiques en Haïti qu'on retrouvera, sous des formes diverses, dans le contexte 1946 qui propulsera les nouvelles classes moyennes au pouvoir.

Il est à noter de plus que le Parti libéral a laissé, sous la plume de son chef de file Edmond Paul, un projet économique et politique ambitieux qui prévoyait la réforme du système socio-économique et du régime politico-administratif du pays (Auguste 2009). Salomon, de son côté, président de 1878 à 1888 et le chef de file des Nationaux, entreprendra les premiers grands travaux d'infrastructure et dotera le pays de mesures de sécurité foncière et de redressement agricole. Pour plusieurs analystes, l'effort de modernisation opéré par les Libéraux et les Nationaux, au-delà des marqueurs idéologiques qui les caractérisaient, a représenté une occasion en or pour le pays d'enclencher une dynamique de développement propice à l'extension des classes moyennes.

## La révolution de 1946<sup>6</sup> et la montée des classes moyennes

La conjoncture d'après-guerre a représenté un autre moment de la construction d'une hégémonie politique de la classe moyenne en Haïti. Les événements que l'historiographie haïtienne a baptisés de « révolution de 1946 » ont abouti à l'émergence de nouveaux leaders politiques issus de la petite-bourgeoise privilégiée mais aussi des couches pauvres des classes moyennes qui se sont sentis lésés par les pratiques d'exclusion du gouvernement Lescot (1941-

---

<sup>6</sup> Sur la « révolution de 1946 », voir Voltaire (1988) et Nicholls (1975).

1946) basées sur le préjugé de couleur et les immenses préférences économiques accordées à certaines franges de la bourgeoisie.

On assiste aussi durant cette période à une multiplication de cénacles politiques et à la formation des premiers partis socialiste (PSP) et communiste en Haïti (le PCH). Le pays connaît aussi une effervescence doctrinale qui posera les fondements de ce qu'on appellera le pouvoir noir, représenté par les gouvernements de Dumarsais Estime (1946-1950) et de François Duvalier (1957-1971) et à certains égards de Paul Magloire (1950-1956) tandis que s'inscrit dans le paysage politique un mouvement de gauche qui sera laminé très tôt par le régime de Duvalier et dont les représentants les plus actifs et les plus représentatifs seront expulsés du pays ou périront dans ses geôles. Les classes moyennes qui ont été en quelque sorte au centre des affrontements de 1946 se sont scindées en deux fractions franchement irréconciliables, une fraction porteuse d'un discours essentialiste, principalement intéressée à conquérir l'administration publique considérée historiquement comme le bastion des bourgeois et de la haute classe moyenne et une autre tendance, portée par les idées communistes et socialistes dessinant pour Haïti un avenir de profonde transformation de la société.

Le discours politique des essentialistes s'est axé autour d'une prétendue réhabilitation des couches populaires face au déni de reconnaissance dont elles sont victimes depuis la fondation de l'Etat haïtien et de la prétention à jouer le rôle de porte-parole des couches populaires. L'analyse du discours des deux branches des classes moyennes et de la petite-bourgeoise privilégiée révèle que certains éléments du débat qui a opposé dans la conjoncture de fin du XIX<sup>ème</sup> siècle les libéraux aux nationaux ont été repris en 1946 par les nouveaux mouvements ou partis. Le discours du PSP socialiste reprenait des éléments du discours des libéraux tandis que le mouvement d'essence essentialiste, Les Griots, mené par Duvalier, véhiculait les pensées du Parti National.

Ce bref rappel historique a présenté les termes du combat livré par les classes moyennes soit pour se positionner sur l'échiquier politique et social soit pour s'engager en faveur d'un bouleversement total des rapports sociaux et économiques. La mise en place d'un pouvoir dictatorial à partir de 1957, date de l'avènement de Duvalier au pouvoir jusqu'en 1986, date de la chute du régime, aura contribué à réprimer non seulement cette partie des classes moyennes mais d'autres franges de cette catégorie sociale qui, dans une perspective réformiste, luttaient pour une modernisation de la société haïtienne et un bouleversement des rapports économiques marqués par la féodalité.

## Les classes moyennes et le mouvement démocratique de 1986<sup>7</sup>

Le mouvement populaire qui a conduit à la chute du régime des Duvalier et engagé le pays sur la voie d'un long processus démocratique, interrompu plusieurs fois par l'Armée, a bénéficié de l'apport des segments réformistes des couches moyennes. Le retour des exilés dont une forte majorité ont été des professionnels qui ont réussi dans leur pays d'accueil ainsi que celui des leaders des anciens partis jetés en exil par le régime ont pesé sur les formes de militance politique adoptées durant la transition qui a précédé l'élection du gouvernement démocratique en 1990.

---

<sup>7</sup> Voir à propos du mouvement démocratique de 1986 qui a emporté le régime des Duvalier, Hurbon (1996).

Le mouvement démocratique haïtien a été traversé durant ces années par des traditions de militance diverses mais dont l'action conjugait sur la nécessité de reformer l'Etat, d'empêcher le retour de la dictature, de satisfaire aux revendications populaires les plus pressantes, à savoir l'accès aux services sociaux de base, à la justice et à la reconnaissance des droits économiques et sociaux et de donner au pays une nouvelle constitution. Cette frange des classes moyennes engagées dans les luttes démocratiques a été confrontée à la militance d'autres branches de cette catégorie sociale, accrochées aux privilèges octroyés par la dictature et associées aux coups d'état contre le projet démocratique.

Trente ans après la chute du régime des Duvalier, la classe moyenne, atomisée, se retrouve dans une situation de subordination totale aux élites économiques, ne disposant d'aucune autonomie pour imposer des politiques d'intérêt général contre les intérêts particuliers, incapable de participer à l'élaboration d'une vision de développement du pays, travaillée par la hantise du déclassement économique et de la dégradation sociale et embrassant de plus en plus les pratiques opportunistes.

## Une situation économique et des politiques publiques qui pénalisent les classes moyennes

La situation des classes moyennes et de leur positionnement sur l'échiquier social et économique est liée à l'évolution globale de l'économie, à la nature des politiques publiques, à leur impact sur leurs conditions de vie, impact qui peut être jugé à travers le prisme des aspirations, des attentes spécifiques à cette catégorie sociale, de leur capacité à faire entendre leurs revendications.

Dans cette partie de l'étude, nous étudierons les facteurs qui ont influencé l'évolution des classes moyennes au cours des 20 dernières années et qui relèvent autant de la nature des politiques publiques, aux mutations sociales et politiques qu'a connues le pays qu'au système de valeur propre à cette catégorie sociale.

## Une performance économique désastreuse pour les classes moyennes

De 1961 à 2011, l'économie haïtienne a enregistré l'un des plus faibles performances au monde en termes de croissance économique (ONPES/Banque Mondiale, 2014). Le PIB réel par habitant a connu sur cette période une baisse accumulée de 45%. Entre 2001 et 2009, la croissance du PIB n'a été que de 0.8 % en moyenne. Avec le séisme du 12 janvier 2010, le pays enregistrait une chute de 120 % de son PIB.

La mauvaise performance de l'économie haïtienne est due à des facteurs tels que l'instabilité politique, une forte récurrence de catastrophes naturelles et la mauvaise gouvernance. Cependant, l'analyse en profondeur de l'évolution de l'économie révèle que le facteur le plus important a été le choix des régimes de croissance adopté au cours des 50 dernières années. Ces choix ont été faits de manière erratique; ils n'ont pas permis au pays d'enclencher une dynamique interne pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté. Les rares périodes de croissance qu'a connues le pays ont été, comme on le montre plus loin, galvaudées parce qu'elles ont contribué plutôt à une plus grande concentration des richesses au lieu d'élargir la gamme des opportunités et de répartir les gains de croissance sur une plus large proportion des acteurs économiques.

En effet, la seule période de croissance continue qu'a connue le pays a été enregistrée entre 1968 et 1980 avec un taux de croissance situé autour de 4,2 % en moyenne. Plusieurs secteurs-clés de l'économie affichaient des taux de croissance encore plus élevés, tels que le secteur touristique (18,3 %), l'industrie manufacturière (6,5 %), le secteur des bâtiments et des travaux publics (12,3 %). Le régime des Duvalier prétendait faire d'Haïti le Taiwan des Caraïbes et comptait sur le développement de la sous-traitance industrielle pour résorber le chômage. Bénéficiant d'une conjoncture économique internationale particulièrement favorable, Haïti a connu une phase d'expansion de ses exportations qui sont passées de 40,2 millions de dollars en 1968 à 251,6 millions en 1980<sup>8</sup>.

Une politique de substitution aux importations a été conduite à cette époque mais les entreprises publiques créées sont venues renforcer les monopoles existant et les acteurs affiliés au régime bien que cette politique ait permis l'éclosion d'un premier tissu micro-industriel dans le pays. Toutefois, la stratégie de substitution aux importations n'a pas permis l'émergence d'entrepreneurs issus de la classe moyenne capables de réduire la mainmise de l'élite traditionnelle sur l'économie. Les montages financiers et de management ont été opérés sous l'influence des représentants de cette élite qui a accédé à des fonds importants des bailleurs internationaux.

### Une politique agricole en faveur des oligopoles, renforçant la concentration des richesses et l'appauvrissement de la paysannerie

Haïti s'est engagé durant les années 80 à promouvoir les exportations de produits agricoles comme le café dans la perspective de développer des capacités d'exportations d'autres produits tropicaux tels que le cacao. Des ressources financières relativement importantes ont été injectées dans la création d'usines de transformation agricoles mais cette stratégie a servi surtout à renforcer les positions des oligopolistes du secteur qui ont été les grands bénéficiaires des crédits octroyés par les banques spécialisées, ceci au détriment des petits paysans fournisseurs des matières premières (DeWind et Kinley III 1988).

DeWind et Kinley ont analysé pour le café par exemple les raisons de l'échec de la stratégie adoptée pour promouvoir les exportations de ce produit à partir desquelles le gouvernement espérait résoudre les problèmes de devise et du financement de l'importation des produits alimentaires. La commercialisation du café a souffert de la dominance des oligopoles, de leur contrôle sur la chaîne de commercialisation et des taux élevés de la taxe appliquée par le gouvernement aux exportations de café. En définitive, les paysans ont été les grands perdants de cette politique agricole, leur part de recettes ayant chuté au profit des exportateurs et des spéculateurs. La rente gagnée sur les exportations de café a été captée par l'Etat et les exportateurs tandis que les charges fiscales ont été imputées aux paysans.

Cette situation a été à l'origine de la crise du café et de son remplacement progressif par les cultures vivrières, dont les prix sur le marché interne étaient plus intéressants pour les paysans. Le café ayant représenté dans l'histoire économique d'Haïti et jusque dans les années 80 la principale exportation du pays, la baisse de sa production a considérablement réduit la rente agraire captée par l'Etat haïtien. Des programmes de sécurité alimentaire seront développés par la suite afin de promouvoir une culture de rente comme le café et de décourager la production

---

<sup>8</sup> Voir Cadet (2013).

des vivres destinés à la satisfaction du marché intérieur. L'aide alimentaire massive octroyée par les Etats Unis constituait un élément important de cette stratégie.

La courte embellie économique enregistrée durant la période 1968-1980 paraissait à première vue favorable à un certain épanouissement des classes moyennes à travers l'extension de la demande de consommation et un plus grand accès à l'emploi qualifié. Les limitations signalées plus haut ont conduit à une forte migration des zones rurales vers les villes et des villes vers l'étranger. Le pays a fait face cependant durant cette période à une forte migration des professionnels et des techniciens qualifiés. On estime que près de 80 % des élèves-finissant en baccalauréat issus des écoles fréquentées généralement par les enfants de familles de classes moyennes ont quitté le pays. Le fonctionnement de l'économie a contribué à décourager les couches moyennes, la constitution de grands monopoles de plus en plus puissants autour de quelques familles traditionnelles a contribué à renforcer la concentration des revenus. L'état s'est révélé incapable de fournir des services sociaux de qualité et de freiner la migration des couches moyennes et pauvres.

### **L'ouverture commerciale tout azimut du pays et l'âge d'or de l'élite commerciale traditionnelle**

A partir du début des années 80, en réponse à la crise de l'endettement du pays et à sa profonde crise économique, l'Etat haïtien adopte les préceptes du Consensus de Washington, à savoir la libéralisation du commerce extérieur, l'adoption de mesures de stabilisation et d'assainissement des finances publiques. Ces politiques vont impacter lourdement sur l'évolution des classes moyennes. Les mesures d'assainissement des finances publiques visaient la fermeture des entreprises publiques dans le secteur agricole. D'autres entreprises comme la Cimenterie Nationale, la Minoterie et la Compagnie de téléphone TELECO ont été liquidés, asséchant ainsi les secteurs pourvoyeurs d'emploi aux techniciens issus des classes moyennes. La fermeture des usines agricoles a eu pour conséquence la déstabilisation de l'économie rurale.

Mais la mesure qui s'est révélée la plus désastreuse pour l'économie haïtienne a été la libéralisation à outrance du commerce, libéralisation qui a été caractérisée par une réduction drastique des tarifs appliqués aux produits agricoles. Les mesures de libéralisation commerciale adoptées ont livré des pans entiers de l'économie à la concurrence extérieure sans que les secteurs touchés par les reformes aient été préparés à y faire face en améliorant leur niveau de productivité. La production nationale a été exposée à la concurrence de produits en provenance des pays à plus forte productivité, en premier lieu les Etats-Unis et bénéficiant de subventions. L'effondrement de la production nationale a provoqué une situation de dépendance alimentaire au point que le pays consacre aujourd'hui près de 50 % de ses importations aux produits alimentaires et accuse ainsi un déficit structurel de sa balance commerciale.

### **La politique commerciale au service de l'émergence d'une nouvelle élite?**

L'ouverture commerciale d'Haïti a trouvé sa première justification dans un argumentaire socio-politique selon lequel elle contribuerait à l'émergence de nouvelles couches moyennes plus modernes et non impliqués dans les opérations de contrebande et de captation de rente. Cette nouvelle élite, plus professionnelle, disposant de réseaux dans les grands centres commerciaux internationaux, spécialisée en management serait appelée à remplacer les élites traditionnelles. La nouvelle élite contribuerait à l'instauration de la démocratie et réclamerait de l'Etat qu'il développe l'infrastructure nécessaire au développement économique du pays. La stratégie de

développement axée sur l'exportation des produits d'assemblage et agricoles devrait ainsi renforcer des acteurs de la classe moyenne: les cadres techniques des secteurs privés et publics, les entrepreneurs et les technocrates et ouvrir la voie à l'adoption de réformes démocratiques.

Les mesures adoptées par Haïti dans le cadre du consensus de Washington ont eu des effets bien différents de ceux qui étaient attendus de l'ouverture commerciale du pays prônée au début des années 80. Alors que l'accent était mis sur la nécessité pour le pays de développer sa capacité d'exportation de produits d'assemblage et agricoles, les programmes d'ajustement structurel et de stabilisation économique appliqués en Haïti prônaient une libéralisation du commerce axée principalement sur le démantèlement du système tarifaire.

Les résultats attendus de la stratégie de développement orientée vers l'exportation, à savoir l'émergence d'une nouvelle élite moderne et dynamique et la réalisation des conditions pour le renforcement des couches moyennes de la population et leur intégration dans une dynamique de développement, porteuse de plus de démocratie et d'opportunités pour les couches pauvres de la population n'ont pas été atteints. Tout au contraire, la politique d'ouverture commerciale à outrance a contribué à renforcer les pouvoirs de l'élite commerçante traditionnelle et la concentration des richesses entre les mains des mêmes familles qui depuis toujours contrôlent l'économie du pays

Les politiques néolibérales adoptées par Haïti ont eu pour conséquence la destruction du tissu micro-industriel qui s'était développé à la faveur de la mise en œuvre de la stratégie de substitution aux importations. Or l'existence de ces micro-industries constituait un important facteur de diversification de l'économie et un secteur d'investissement des classes moyennes. Une autre importante implication du mode de libéralisation commerciale adopté par Haïti est l'envahissement du marché haïtien par des importations massives de produits de pacotille et de friperies, avec pour effet la destruction des métiers traditionnels (cordonnerie, tailleurs et couturières etc.) et des savoirs. Ces métiers ont joué un rôle prépondérant dans le système de stratification sociale, ayant représenté traditionnellement la base de financement de la scolarisation et de la mobilité sociale d'une proportion relativement importante des couches moyennes.

Les politiques néolibérales n'ont pas facilité l'émergence d'une nouvelle élite porteuse de son modèle, appliquée à le diffuser dans la société, dynamique et engagée vers la conquête de marchés extérieurs, comme il a été le cas dans plusieurs pays latino-américains où ont été appliquées ces politiques. Puisque les conditionnalités imposées par les bailleurs internationaux avaient leur plein impact dissuasif sur les gouvernements, il n'a pas été nécessaire pour eux d'aider à la formation de ces nouveaux entrepreneurs libéraux, champions du marché et générateurs de nouvelles richesses. Au contraire, ils se sont accommodés de l'existence des monopoles et des oligopoles, en renforçant le pouvoir des élites traditionnelles et en affaiblissant l'Etat et les classes moyennes. Le résultat en a été la formation d'un panorama social dominé d'une part par la figure de l'élite économique traditionnelle et d'autre part par la figure du pauvre, récepteur de l'aide humanitaire et bénéficiaire de l'action et de la compassion des ONG.

## La crise environnementale et la décapitalisation des classes moyennes

La pression exercée sur un réseau d'infrastructures vétuste et très faiblement reparti sur le territoire ainsi que la forte récurrence des catastrophes naturelles qu'a connues le pays au cours des dix dernières années ont contribué à augmenter la vulnérabilité des couches pauvres de la population mais aussi de franges de plus en plus importantes des classes moyennes. Haïti fait partie en effet des 10 premiers pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles. Selon l'index mondial sur le changement climatique, Haïti est le troisième pays le plus touché par les événements climatiques (Germanwatch 2016). Le séisme du 12 janvier 2010 avait causé la mort d'environ 300.000 personnes et provoqué une chute du PIB de l'ordre de 120 pourcent. Deux ans avant le séisme, une série de trois grandes tempêtes faisait chuter le PIB de 15 pourcent. La dernière catastrophe naturelle, seulement six ans après le séisme, le cyclone Matthew en 2016 a causé une chute de 32 pourcent du PIB et des pertes évaluées seulement pour les secteurs productifs, à plusieurs millions de dollars<sup>9</sup>.

Cette série de catastrophes naturelles a contribué à décapitaliser les ménages des classes moyennes (perte de logement, perte d'emploi, destruction de petites et moyennes entreprises) et à augmenter leur peur de connaître le déclassement économique et social. Les pertes encourues n'ont pas été compensées même en partie puisque le système d'assurance est très faiblement implanté en Haïti et que l'Etat n'a pas disposé des ressources pour aider les victimes à se recapitaliser.

Dans le discours post-séisme des classes moyennes, on retrouve ce sentiment d'être délaissés non seulement des pouvoirs publics mais aussi de l'aide humanitaire internationale qui a ciblé les victimes pauvres de ces catastrophes. Les rares tentatives de mise en place d'un système d'aide à la recapitalisation comme le programme initié par la Banque Centrale relativement à l'aménagement de lignes de crédit préférentiel, au profit des classes moyennes, pour la construction ou la reconstruction de logement est trop limitée financièrement pour vraiment aider les victimes.

Le désarroi causé par les pertes et la peur de nouvelles catastrophes constituent des facteurs qui annihilent l'engagement social et facilitent l'émergence chez les couches moyennes de la population d'une vision désillusionnée du futur du pays et d'un positionnement opportuniste dans la sphère économique et politique. Cette situation est favorable au délitement des liens sociaux et à un processus de désengagement civique.

### Les politiques publiques et l'oubli des classes moyennes

Si les politiques néolibérales analysées plus haut ont contribué à désarticuler l'économie haïtienne et à pleinement décevoir les attentes des classes moyennes en matière d'emploi, les politiques sectorielles publiques élaborées et mises en œuvre depuis près de trente ans sont allés franchement à l'encontre des intérêts de ces couches. Le fait par l'Etat haïtien et les bailleurs internationaux de prôner la nécessité de mettre en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté ont fait écran à cet abandon des classes moyennes qui n'ont pas pu articuler leurs intérêts particuliers face au choix noble de combattre la pauvreté. Pourtant, à l'heure du bilan, force est de constater que les résultats des programmes de réduction de la pauvreté n'ont pas

---

<sup>9</sup> Voir Gouvernement de la République d'Haïti (2017)

vraiment abouti à une vraie sortie de la pauvreté, que l'échelle de mobilité sociale n'a pas été gravie par d'anciens pauvres et que s'est opéré, au contraire, un processus de paupérisation et de déclassement des classes moyennes.

Le programme de politiques publiques visant à faire d'Haïti un pays émergent en 2030 ne s'adresse pas aux classes moyennes et ne les mobilise pas à cet effet, comme on devait s'y attendre s'agissant d'une stratégie devant induire une croissance robuste et durable. La mise en œuvre de mesures d'incitation telles que l'ouverture au crédit, la facilitation d'investissements, la politique d'emploi, le financement de la recherche, autant de programmes qui auraient pu ouvrir des opportunités intéressantes à cette catégorie sociale, freiner sa peur du déclassement et mettre le pays en chantier n'a pas constitué une vraie priorité.

Parallèlement, les couches moyennes ont été de grandes victimes des politiques publiques sectorielles. La politique éducative n'a pas contenu la dynamique de déclassement et de paupérisation des couches moyennes qui ont consacré à l'éducation de leurs enfants des parts croissantes de leur budget alors que la qualité de l'enseignement se détériore de jour en jour et que la mobilité sociale entre les générations est sérieusement compromise. L'allocation des ressources budgétaires privilégie de plus en plus le secteur politique au détriment du secteur économique, incitant à des transferts massifs vers des acteurs politiques corrompus alors que les contribuables des classes moyennes sont particulièrement visés par le fisc dans sa stratégie d'augmentation des recettes. Les politiques de santé sont un autre domaine de frustration des classes moyennes. La mauvaise qualité des soins, le dysfonctionnement des hôpitaux, la cherté des services alimentent chez les couches moyennes un sentiment d'insécurité qui renforce la peur du déclassement social.

Les mêmes griefs concernent la politique monétaire et de change en vigueur qui n'arrive pas à freiner la dévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar et contribue ainsi à la décapitalisation des ménages des classes moyennes. La qualité des services publics, le rythme irrégulier de leur desserte (électricité, eau potable) est un autre sujet de frustration pour les classes moyennes. La peur de vieillir pauvre, due à l'absence d'un système efficace de protection sociale et à la main basse exercée sur les fonds de l'Office National d'Assurance-Vieillesse par des représentants de la classe politique et de l'élite économique est un sentiment très partagé chez les ménages des couches moyennes.

L'accumulation de toutes ces frustrations dans un contexte de croissance molle, d'instabilité politique et de forte vulnérabilité écologique du pays contribue à éloigner les classes moyennes du contrat social déjà très faible, à miner toute confiance dans l'Etat et la classe politique, à contester la légitimité des institutions et du système politique et enfin à alimenter leur déception à l'égard du projet démocratique. Tout ceci contribue à rendre fragile cette catégorie sociale et à la démobiliser socialement et politiquement.

## **Les classes moyennes, les transformations socio-spatiales et les mutations de l'ordre politique**

Les mutations socio-spatiales qu'a connues Haïti à travers son histoire et plus particulièrement à partir des années 50 représentent un facteur important dans la compréhension du processus d'inscription des classes moyennes dans l'espace. De la fondation de l'Etat haïtien jusqu'à

L'occupation américaine du pays (1915-1934), l'espace économique et politico-social est dominé par une dualité entre Port-au-Prince, la capitale et les provinces où sont installées les oligarchies militaro-foncières, adossées aux plantations et aux réseaux de commerce import-export. Tout le XIX<sup>ème</sup> siècle est dominé par les luttes entre l'oligarchie terrienne aidée des classes moyennes de province, la bourgeoisie et les couches moyennes de Port-au-Prince pour le contrôle du pouvoir central. L'opposition entre le rural et l'urbain constitue la toile de fond des stratégies de positionnement et de pouvoir qui se sont déployées durant cette époque. L'occupation américaine mettra fin à cet antagonisme et instituera l'hégémonie de Port-au-Prince.

Anglade (1982) a analysé ce passage de la configuration régionale à la configuration centralisée et ses conséquences sur la dynamique politique, sociale, culturelle et symbolique. Il retrace le chemin parcouru par les oligarchies de province pour se positionner économiquement et politiquement dans la centralité et « se refaire à Port-au-Prince. Leur alliance avec les couches moyennes de la capitale pour conquérir la scène politique prendra un tournant décisif dans la conjoncture de 1946, Mais la première génération des oligarques provinciaux qui s'est installée à Port-au-Prince avant 1946 l'a fait sous un mode ostentatoire qui lui permettait de tenir la concurrence avec la bourgeoisie de la capitale tandis que la deuxième génération, issue de l'après-1946, se nourrissait de deux affluents : la petite bourgeoisie de province et une fraction plus modeste de la petite-bourgeoisie de Port-au-Prince.

Manigat (2003) et Dorsinvil (1986) ont étudié l'évolution de deux quartiers de Port-au-Prince, le Bel Air et le Bas Peu de Chose, deux quartiers emblématiques qui ont contribué à forger les figures dominantes de l'identité de la classe moyenne haïtienne. Cette identité est construite autour des valeurs fortement liées à la discipline scolaire, à la construction de la notoriété et de la notabilité, à une éthique du travail, à un fort désir de mobilité économique et sociale et à la construction d'une carrière professionnelle reconnue. Certes, les classes moyennes qui ont vécu dans les quartiers de Centre-ville ont émigré à la faveur de leur ascension sociale et économique à partir des années 50 vers d'autres quartiers plus huppés et modernes. C'est parmi les représentants de ces couches moyennes que s'est installée au cours des trois dernières décennies une très forte nostalgie du passé proche haïtien, nostalgie alimentée par les mutations socio-spatiales dans la ville qui ont eu lieu à partir des années 70 et par la transformation/détérioration du cadre de vie de cette catégorie sociale.

## L'émergence des Cités<sup>10</sup> et les nouveaux concurrents des classes moyennes dans le champ politique

La migration progressive des ruraux vers Port-au-Prince, renforcée avec l'installation d'usines d'assemblage dans l'Aire Métropolitaine à partir des années 80, va changer la cartographie de la ville. Le développement des Cités va bouleverser le paysage politique du pays. La population qui s'installe dans les Cités est livrée à elle-même, exclue de la desserte des services sociaux de base et vivant dans des conditions d'extrême insalubrité et d'extrême pauvreté. La présence croissante de ces Cités va changer la donne politique à la faveur de la montée des revendications populaires qui contribueront à mettre fin au régime des Duvalier.

---

<sup>10</sup> Sur le concept des Cités, voir Anglade (1982) déjà cité.

Terrain de déploiement des populismes de droite comme de gauche, les Cités inscrivent dans le champ politique une dynamique nouvelle qui va au-delà de l'ancien dualisme urbain/rural. Les Cités dont le nombre est important dans l'espace métropolitain deviennent une force de dissuasion et de pression face à la politique. Elles ne disposent certes pas d'une position de veto dans les luttes politico-sociales et n'arrivent pas à imposer la satisfaction de leurs revendications même minimales mais la classe politique comme certaines fractions de l'élite économique cherchent à conquérir leur soutien tout en considérant les frontières entre les espaces classiques de la ville et ces nouveaux quartiers comme une sorte de limex.

L'émergence de véritables entrepreneurs politiques au sein de ces Cités, médiateurs concurrents des classes moyennes, figures hybrides entre le chef de gang et le leader communautaire constitue aujourd'hui un facteur important du champ politico-social haïtien. Ces leaders des Cités négocient directement la paix des rues avec les représentants de l'Etat et l'élite économique, deviennent des interlocuteurs des parlementaires et contribuent à l'érosion de l'autorité de l'Etat.

## Conclusion: Figures et tendances actuelles des classes moyennes

La comparaison entre les classes moyennes haïtiennes et celles dont on salue l'essor dans les métropoles africaines et latino-américaines montre qu'Haïti est très loin d'enclencher un processus de croissance semblable à ce que décrit la littérature sur la question. Reflet de la situation des classes moyennes haïtiennes marquée par un processus d'appauvrissement croissant, seule une petite minorité affiche les comportements de consommation décrits par les études de marketing réalisées ces dernières années dans les métropoles africaines et latino-américaines. Cette frange des classes moyennes voyage beaucoup, fait son shopping dans les *mall* de Floride ou dans d'autres centres de consommation du continent (les supermarchés locaux étant trop modestes et trop peu achalandés), organisent des manifestations festives qui célèbrent une certaine culture de l'entre-soi. Les valeurs qui animent cette frange des classes moyennes sont très éloignées des valeurs classiques attribuées généralement aux classes moyennes.

La source de leurs revenus n'est pas toujours identifiable parce qu'elle est liée souvent à des pratiques illicites. A côté de cette frange qui pratique l'Exit-option et adopte une stratégie de l'évitement des couches pauvres de la population, on peut identifier deux autres franges des classes moyennes: les couches de vieille souche faisant montre d'un sentiment d'appartenance très fort à leur identité de classe moyenne et ce qu'on pourrait désigner comme des nouvelles classes moyennes qui ont émergé ces vingt dernières années sur l'échiquier social et économique.

La classe moyenne de vieille souche dispose d'un capital social et culturel important qu'elles ont accumulé sur plus de six décennies; elle profite de l'héritage de notoriété légué par les parents. Ses membres sont souvent des professionnels prestigieux dans des domaines qui ont perdu au fil du temps de leur attrait de marqueur de notoriété sociale (médecins, avocats, ingénieurs) parce que devenu, entre autres raisons, plus accessibles aux représentants des franges plus pauvres des classes moyennes. Les représentants de cette couche ont connu généralement l'exil et une carrière professionnelle, très souvent couronnée de succès, à l'étranger. Comme on l'a indiqué plus haut, c'est cette frange des classes moyennes qui souffre

le plus des mutations socio-spatiales de la ville, causées par la disparition de quartiers de classe moyenne<sup>11</sup> et l'effondrement des espaces de convivialité qu'elle a connues jusqu'au début des années 80. Les classes moyennes de vieille souche sont composées de personnalités disposant parfois de longues expériences de militance politique, sociale ou culturelle mais aussi de défenseurs d'une certaine tradition de distinction sociale à l'haïtienne, accrochés aux valeurs conservatrices, réfractaires à tout engagement politique et entretenant le mépris des couches défavorisées.

Les nouvelles classes moyennes se recrutent surtout dans le secteur des services qui a connu au cours de ces dernières années un développement vertigineux au point de représenter le secteur dominant de l'économie. Tandis que la frange supérieure de ces classes moyennes investissent les secteurs de la finance, des banques, des télécommunications, les couches inférieures s'engagent dans l'économie informelle et y développent des activités liés aux télécommunications (cybercafé, centre d'appels, vente de cartes téléphone, vente et réparation de téléphones mobiles), créent des petites entreprises de transport-moto, ouvrent des salons de beauté, s'engagent dans la restauration populaire et la vente de friperies, développent des réseaux de commercialisation transnationale ou entreprennent toute une panoplie d'activités de débrouillardise. Ces classes moyennes s'installent dans les interstices du secteur formel et exploitent toutes les opportunités que peut offrir l'économie informelle. Elles sont toutefois très vulnérables et n'arrivent que rarement à faire le saut qualitatif vers un investissement plus, ceci faute d'accompagnement. Les activités de ces nouvelles classes moyennes attirent de plus en plus les jeunes universitaires confrontés aux problèmes de chômage et d'insertion sociale.

Les classes moyennes haïtiennes sont aujourd'hui fortement interpellées par un mouvement de contestation qui prend chaque jour de l'ampleur et qui exprime le ras le bol d'une population fatiguée des scandales de corruption, de la dérive des institutions et de la main-mise croissante de l'élite économique traditionnelle sur les institutions étatiques. Les massives manifestations populaires organisées au cours de l'année 2018 contre la dilapidation des Fonds Petrocaribe<sup>12</sup>, contre la montée des prix du carburant et contre des options budgétaires qui encouragent la corruption signent le réveil de la société contre la déliquescence des institutions.

## Bibliographie

Anglade, G. 1982. *Atlas Critique d'Haïti*. Montréal : Centre de Recherches Caraïbes.

Auguste, C.B. 2009. Réflexions sur l'histoire mouvementée et combien dramatique du Parti Libéral. *Revue de la Société Haïtienne d'Histoire et de Géographie*, 237 : 5-37

Banerjee, A, Duflo, E. 2008. What is middle class about the middle classes around the world? *Journal of Economic Perspectives* 22(2) : 3-28

Banque Africaine de Développement. 2011. *The middle of the pyramid: dynamics of the African middle class*.

---

<sup>11</sup> Voir Gouvernement de la République d'Haïti (2017)

<sup>12</sup> Petrocaribe, nom du programme de coopération mise en place par le Venezuela dans le cadre de l'Alliance Bolivarienne. Haïti a bénéficié des fonds de ce programme de l'ordre de 3 milliards de dollars et à des conditions de paiement préférentielles. L'utilisation de ces fonds est aujourd'hui fortement contestée et fait l'objet d'une mobilisation populaire intense réclamant de l'Etat haïtien qu'il fasse le procès de ceux qui ont participé à sa dilapidation.

[https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/The%20Middle%20of%20the%20Pyramid\\_The%20Middle%20of%20the%20Pyramid.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/The%20Middle%20of%20the%20Pyramid_The%20Middle%20of%20the%20Pyramid.pdf)

Banque Mondiale/ONPES/MPCE. 2014. *Haiti, Investir dans l'humain pour combattre la pauvreté*. Washington DC : World Bank

Birdsall, N.2010. The (indispensable) middle class in developing countries. In *Equity and growth in a globalized world*, ed. R. Kanbur, M. Spence, Working Paper 2007. Washington DC: World Bank

Boston Consulting Group. 2016. *Africa Consumer Sentiment Survey2016. The Promise of New Market*. <https://www.bcg.com/publications/2016/globalization-center-customer-insight-african-consumer-sentiment-2016.aspx>

Cadet, C. 2013. *Le nouveau défi de la croissance économique végétative en Haïti*, version non publiée

Comhaire-Sylvain, S. et J. Comhaire-Sylvain.1959. Stratification urbaine en Haiti. Institut de Recherches Economiques et Sociales. Kingston: UWI

Denis, L., and F. Duvalier.1965. *Le Problème des classes à travers l'histoire d'Haïti*. Port-au-Prince.

Deshommes, F.2014. *Néolibéralisme, crise économique et alternative de développement*. Port-au-Prince : Edition de l'Université d'Etat.

DeWind.J. and D. Kinley III.1998. *Aide à la migration. L'impact de l'Assistance internationale à Haïti*. Montréal : CIDIHCA

De Young, M. 1959. Class Parameters in Haitian Society. *Journal of Inter-American Studies* 1(4): 449-458.

Dorsinville, R. 1986. *Marche Arrière*. Montréal : Collectif Paroles, 1986

Easterly, W.2001. The Middle Class Consensus and Economic Development. In *Journal of Economic Growth* 6(4): 317-35.

Franco, R., M. Hopenhayn, and Arturo Leon. 2011. The growing and changing Middle Class in Latin America: an update. *CEPAL Review*. 103(7-26).

Germanwatch. 2016. *Global Climate Risk index 2016*. <https://germanwatch.org/en/crisis>

Gouvernement de la République d'Haïti.2017. *Evaluation des besoins post-catastrophes pour le cyclone Mathieu*.Port-au-Prince

Hurbon, L. (ed.) 1996. *Les transitions démocratiques*. Actes du Colloque international de Port-au-Prince, Haïti. Paris : Syros

Jean. F. 2014. *Haïti la fin d'une histoire économique*, Port-au-Prince.

Leybrun, J.G. 1941. *The Haitian People*. New Haven CT: Yale University Press.

Lobb, J.1940. Castes and Class in Haiti. *American Journal of Sociology*. XLVI 7(30)

Manigat, C., Moïse, C. et E. Ollivier. 1975. *Haïti : Quel développement ?* Montréal : Collectif Paroles

Manigat, L.2003.*Eventail d'Histoire vivante d'Haïti. Tome III*. Port-au-Prince : Collection du CIDICHA

Mars, J.P. 2013. *La Vocation de l'Elite*, Port-au-Prince : Editions Fardin.

Nicholls, D.1975. Idéologies et mouvements politiques en Haïti 1915-1946. *Annales*.654-679.  
[https://www.persee.fr/doc/ahess\\_0395-2649\\_1975\\_num\\_30\\_4\\_293637](https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1975_num_30_4_293637)

Nicolas, A. 2014. Anténor Firmin, le libéralisme et la pensée sociale en Haïti. In, *L'actualité d'Anténor Firmin : Hier, Aujourd'hui et Demain*, éd. Cary Hector, 195-210. Port-au-Prince : Editions de l'Université d'Etat d'Haïti.

OCDE.2010. *Perspectives économiques de l'Amérique Latine 2011 : Une région de classes moyennes?* Paris : Editions OCDE

Ravaillon, M. 2009. The Developing World's Bulging (but Vulnerable) Middle Class. *World Development* 38(4): 445-454.

Sylvain-Bouchereau, M. (1950). La Classe Moyenne en Haïti in *Matériaux pour l'Etude de la classe moyenne en Amérique Latine*, Washington : Département des Sciences Sociales de l'Union Panaméricaine.

Voltaire, F.1988. *Trente ans de pouvoir noir*. Montréal : V&R Cidhica